

Mars 2015 N° 65



Photo: D. Steiger

Sommaire

Editorial

8 mars, journée internationale de la femme

En 2015, en Suisse, les femmes disposent de la liberté d'expression, elles votent, elles sortent seules, elles sont financièrement indépendantes, elles ouvrent des comptes en banques, gravissent les échelons professionnels. 23 ans aujourd'hui, j'ai grandi sans devoir me battre pour mes droits, pour ma place à l'école ou pour avoir ma chance dans la société. Le 8 mars n'est-il alors plus qu'une célébration de la Femme, du statut qu'elle a acquis au cours du temps ?

Naturellement, femmes et hommes ont tendance à mettre de côté les épreuves vécues pour se concentrer sur le présent et le futur. Réflexe de protection indispensable, mais il ne faudrait pas oublier que les souvenirs et les obstacles constituent un apprentissage continu, créant en chacun une flamme pour avancer.

Des incidents «chocs» paraissent dans la presse, mais restent à distance de notre petite vie tranquille, idéalisée. Nous sommes bien sûr contre le trafic des femmes en Asie, le harcèlement et la drague sauvage en Algérie, les mariages forcés au Yemen, les viols en Amérique du Sud, etc., contre aussi les abus sexuels, violences conjugales, irrespect des droits de la femme en Suisse. En brisant cette carapace de normalité, ne craignons-nous pas de découvrir que la voisine vit dans la peur?

L'injustice, et la violence, envers les femmes, le non-respect et l'inégalité à leur encontre demeurent trop souvent dans l'ombre, masqués par ces dernières par culpabilité, honte d'être encore vues comme une «victime» qui partage ses problèmes personnels avec tous; qui, en dénonçant les faits, pose des bombes là où tout était si parfait; qui n'a pas eu la force de caractère de se défendre, comme une femme devrait savoir le faire aujourd'hui.

La force n'est pas une apparence. Les femmes se construisent grâce à leurs expériences. Le 8 mars n'est pas une célébration. Cette date réunit les femmes du monde entier pour qu'elles s'affirment, cassent ensemble les tabous et revendiquent leurs droits. Les luttes et les priorités sont différentes selon les pays, mais elles ont en commun une date, une union et l'espoir d'une égalité et d'un respect entre hommes et femmes. Les femmes ne s'affirment pas contre les hommes, mais avec eux pour le respect des droits des femmes !

Loïse Lambert

Paty, «promotora[1]» à Los Angelitos

Delmi Patricia Chinchilla Alvarenga, surnommée Paty, travaille au sein de l'association de parents d'enfants en situation de handicap, Los Angelitos, depuis 2006. Elle est «promotora» en physiothérapie et en éducation à Las Vueltas, une municipalité de Chalatenango. Elle est interviewée par Francesca, stagiaire actuellement intégrée dans le projet d'éducation inclusive mené par Los Angelitos.

Paty, que t'apporte ton travail avec Los Angelitos ?
En tant que femme, je me sens utile, je ne suis pas à la maison mais travaille pour aider les personnes de ma communauté. Les gens me considèrent, comptent sur mon travail et me font confiance. Je me sens également autonome, ça me donne une certaine indépendance vis-à-vis de mon mari et en même temps je contribue aux besoins du ménage. En tant que mère, ce travail m'est très utile car ce que j'ai appris durant les formations dispensées par l'association, par exemple en matière de santé, de nutrition et de stimulation précoce, je l'ai mis en pratique avec mes deux enfants, afin de les appuyer dans leur développement personnel et dans leur scolarité.

Comment ta famille, ton entourage et ta communauté perçoivent-ils ton travail ?
Mon mari, Alexis, est très fier de moi, il me le répète souvent. Lorsque j'ai commencé comme promotrice, en 2006, Alexis n'avait pas de travail. J'étais la seule à travailler et mon salaire était un apport important pour le foyer. Alexis m'a appuyée et soutenue. Aujourd'hui, il travaille et son revenu suffirait pour couvrir les besoins du ménage mais c'est important pour moi de continuer à travailler, j'ai besoin de me sentir utile au sein de la communauté. Mon travail m'apporte une certaine reconnaissance et de la fierté vis-à-vis de la communauté.

La majorité du personnel technique de l'association et toutes les promotoras sont des femmes, quelles sont les influences sur le travail qui est fourni ?
C'est vrai, depuis le début, l'association Los Angelitos a voulu donner l'opportunité de s'engager au sein de l'association aux femmes qui avaient la charge des enfants, qui restaient à la maison et n'avaient peu ou pas d'éducation, ceci afin de les aider à devenir plus autonomes... Je pense que les femmes ont généralement plus de patience que les hommes. Elles ont developpé d'avantage le côté relationnel et maternel. Elles se dévouent plus et veulent se dépasser, sans attendre beaucoup en échange, car ces femmes aiment travailler pour leur communauté. Moi, par exemple, au début, je ne gagnais pas beaucoup d'argent, mais je me suis engagée par esprit de solidarité pour ma communauté et pour acquérir des connaissances et apprendre un métier.

Quelle est le rôle et l'influence des femmes au niveau des organes décisionnels de l'association (comités de direction, présidence)?
Il y a des femmes qui font partie de la Direction départementale et de la Direction nationale de l'association. Elles sont bien présentes au sein des organes décisionnels de l'association. Elles participent activement. Elles s'impliquent souvent plus que les hommes, en particulier dans la lutte revendicative, lors des manifestations.



Photos: F. Estier / Los Angelitos

1 Une promotora chez Los Angelitos, promotrice en santé, est une personne issue de la communauté qui a suivi une formation pour conseiller et accompagner, dans sa communauté, les parents dans le soin et l'encadrement à apporter aux enfants en situation de handicap. Elle repère, écoute, fait le lien entre les personnes dont elle assure le suivi et le reste de l'équipe technique. Sa très bonne connaissance du terrain et de sa communauté font d'elle un agent essentiel de la stratégie de RBC (reabilitación basada en la comunidad) adoptée par Los Angelitos.

Francesca, juriste et éducatrice pendant 1 an au sein de Los Angelitos
L'association Los Angelitos regroupe les parents et les familles d'enfants handicapés. Elle a pour objectif principal la lutte pour le respect des droits des personnes et l'amélioration de leurs conditions de vie par leur inclusion dans la société. L'association est composée de plusieurs équipes de personnel technique réparties dans quatre départements du pays. Chaque équipe technique comprend un ou plusieurs physiothérapeutes, un éducateur et des promoteurs en réhabilitation. Les promoteurs en réhabilitation reçoivent des formations internes soit en physiothérapie soit dans le domaine éducatif afin d'appuyer le travail du personnel technique.
Volontaire au sein de l'association Los Angelitos depuis le premier septembre , l'objectif de mon affectation est de renforcer le secteur éducatif de l'association et le travail de sensibilisation et de collaboration avec les parents et proches de jeunes avec handicap, les enseignants et les responsables des différentes instances publiques locales et nationales.
Mon affectation au sein de Los Angelitos m'a permis de me familiariser avec la thématique des droits des personnes avec handicap et en particulier de l'éducation inclusive. Grâce au contact direct avec les jeunes, les familles, les enseignants, j'ai pu me rendre compte de ce qui passe concrètement sur le terrain. La mise en place de projets au niveau local ou départemental dans le domaine éducatif me permet d'apprendre à mettre en relation les différents acteurs (institutions publiques, écoles, mairies, associations, parents) autour d'un objectif commun, l'inclusion des enfants et jeunes avec handicap dans la communauté. C'est également une expérience très enrichissante au niveau personnel.





Los Angelitos lutte pour la défense des droits des personnes avec handicap. Penses-tu qu'elle contribue aussi par ce biais à promouvoir les droits de la femme ?
Les femmes au sein de l'association, qu'elles soient mères d'enfants avec handicap, promotoras ou faisant partie du personnel technique, participent activement aux actions de sensibilisation et de mobilisation. Lorsqu'il faut mobiliser des gens pour défendre la cause des personnes avec handicap, les femmes se mobilisent souvent plus que les hommes. Je pense que le travail de l'association contribue à la promotion des droits de la femme. Il valorise leur rôle au sein de leur communauté mais aussi leur intégration dans la société, l'économie et la politique du pays. En tant que promotora, je suis au contact des familles et des proches des enfants avec handicap, dont les mères. Je discute avec elles lorsqu'elles viennent au centre amener leur enfant pour des soins, de la situation de la famille, de leur situation personnelle... J'encourage ces mères à défendre les droits de leurs enfants avec handicap. Je les incite à prendre contact avec les écoles, les mairies, les différentes institutions locales pour exiger le soutien dont elles ont besoin. Je les pousse à prendre des initiatives pour améliorer le quotidien de leur enfant et à participer, en tant que mère et membre de l'association, aux assemblées et comités de direction. D'une certaine façon, en encourageant les mères à défendre les droits de leur enfant, on promeut aussi, de manière indirecte, leurs propres droits en tant que femme et leur engagement au sein de leur communauté.

La journée de la femme du 8 mars sera également célébrée au Salvador. Que penses-tu de la situation actuelle de la femme salvadorienne ?
Bien sûr je pense que le chemin à parcourir est encore long avant que la société salvadorienne puisse se considérer comme une société qui garantit l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Depuis quelques années, la situation a quand même bien changé. Nous militons pour que la femme soit prise en compte et pour éliminer les idées préconçues sur la supériorité de l'homme par rapport à la femme, les clichés misogynes et le machisme encore très présent dans le pays. Il existe toujours des inégalités, principalement dans les zones urbaines, mais je sens qu'il y a du progrès. Plusieurs organisations œuvrent à la défense et à la promotion des droits de la femme. Elles font un travail très important.

Un souhait ?
J'aimerais que les femmes salvadoriennes poursuivent leur lutte pour promouvoir leurs droits au sein de la société. J'aimerais qu'elles obtiennent l'appui et le soutien nécessaires auprès des différentes organisations de défense des droits de la femme actives dans le pays et qu'elles n'aient pas peur d'affirmer leurs rêves et de les réaliser. Nous devons reconnaître et valoriser les compétences et le rôle fondamental que nous jouons en tant que femme dans la société et la famille salvadorienne.

Francesca Estier

Les femmes et l'eau à Nouakchott

Voilà maintenant presque un an que j'arpente les rues de Nouakchott, découvrant chaque jour la vie des Mauritaniens, sa richesse et sa complexité. Aujourd'hui, grâce à ma vie à Nouakchott et à mon travail sur le Projet d'accès à l'eau et à l'assainissement (PCAE), j'ai la chance de côtoyer tous les jours des habitants de cette capitale africaine si particulière et de découvrir avec eux de nouveaux aspects de la vie en Mauritanie. En cette journée de fête des femmes, je vous propose de vous présenter, en quelques mots, la vie des femmes mauritaniennes, telle qu' observée depuis ma condition de «toubab expatriée», et de la lier au thème de l'eau et à mon travail quotidien sur un projet d'accès à l'eau et à l'assainissement.

La situation des femmes en Mauritanie, entre histoire...

Il est très difficile de comprendre la République Islamique de Mauritanie sans comprendre la complexité des relations sociales qui tissent le pays: groupes ethniques, tribus, castes et classes. En effet, la culture mauritanienne est un mélange de culture maure (arabo-berbère) et noire-africaine. Les Maures sont majoritaires dans la population mauritanienne et il existe également plusieurs tribus noires (appelées communément négro-africaines): les Peuls, les Soniké et les Wolof (peuple sénégalais). La référence à l'Islam est le socle de l'unité des peuples mauritaniens.

Les groupes ethniques s'entrechoquent en Mauritanie, et les femmes des différentes tribus n'ont pas toutes les mêmes droits, les mêmes chances, et les mêmes rôles. Traditionnellement les femmes maures ont un statut social plus élevé. La position sur l'échelle sociale dépend aujourd'hui, sauf exception chez certaines familles négro-africaines puissantes, de l'origine de la femme. D'immenses disparités existent également entre hommes et femmes mais certaines femmes sont bien mieux traitées que d'autres: les discriminations à l'égard des femmes concernent toutes les tribus mauritaniennes, de manière inversement proportionnelle à leur revenu, leur éducation et leur situation sociale.



Photo: P. Carron

L'esclavage, bien qu'abolit depuis 1981 et punit d'emprisonnement depuis 2007, est encore extrêmement présent en Mauritanie. On dit qu'aujourd'hui 4% de la population mauritanienne serait encore esclave, bien que ces chiffres soient impossibles à vérifier. Le pays serait l'un des derniers à pratiquer l'esclavage à grande ampleur. Les femmes sont dans la plupart des cas les premières victimes de l'esclavage.

Les femmes vivant en milieu rural sont particulièrement «sujettes» à de nombreuses violences, telles que l'excision,encore très largement pratiquée dans le pays, on dit – les chiffres sont toujours invérifiables – que près de 80% des femmes mauritaniennes seraient excisées. Par ailleurs, le mariage étant la condition indispensable pour des relations intimes conformes aux préceptes de l'Islam, le mariage précoce a toujours été encouragé et l'est encore aujourd'hui. Les tabous entourant le sexe sont encore très présents. Cela implique qu'il est encore très malaisé de parler aujourd'hui des violences faites aux femmes, notamment les violences sexuelles. Les statistiques concernant ces thématiques sont rares, difficilement vérifiables, rendant la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles et les violences sexuelles très ardue. Finalement, la pratique dite du «gavage», consistant à forcer les très jeunes filles à consommer très rapidement une grande quantité de nourriture pour les faire grossir - l'embonpoint étant synonyme de grande beauté - perdure, surtout en milieu rural.

… et modernité

Dès les années 1990, de nombreux efforts ont été entrepris dans le pays pour améliorer la situation des femmes. Depuis lors, les voix des femmes mauritaniennes luttant pour leurs droits se font de plus en plus entendre, avec un succès plus important. De nombreuses évolutions et améliorations ont été constatées à plusieurs niveaux. Leur pauvreté a considérablement baissé, leur accès à l'éducation et aux soins a été amélioré et leurs droits se sont élargis.

En 1992, un Secrétariat d'Etat à la Condition féminine a été créé, afin de montrer la volonté gouvernementale d'intégrer de manière forte la dimension genre dans la mise en œuvre des politiques de développement. Ce Secrétariat a pour mission d'assurer la promotion de la femme mauritanienne et sa pleine participation économique et sociale.

La Mauritanie a adhéré à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples, qui protège les personnes sans distinction de sexe, notamment. Le pays est également partie au Protocole additionnel de ce texte relatif aux droits des femmes en Afrique, qui garantit des droits globaux aux femmes, y compris le droit de participer à la vie politique et aux processus de décision, le droit à l'égalité sociale et politique avec les hommes et le droit à la santé et au contrôle des fonctions de reproduction. Le texte annonce également un terme à la mutilation génitale féminine.

La grande force des femmes mauritaniennes semble être également leur implication dans la société civile. Les chiffres sont – là encore! difficilement contrôlables, mais on dit que 80% des personnes impliquées dans les ONG et associations mauritaniennes seraient des femmes.

Il est également à relever que paradoxalement, la situation de la femme semble être d'une étonnante modernité sur certains points. En comparaison à d'autres pays arabes ou afri-

1 A travers le PCAE que nous mettons en œuvre à la Communauté Urbaine de Nouakchott (CUN), nous voulons avoir un impact sur l'accès à l'eau de la population. Ce partenariat public-public direct entre Lausane et Nouakchott, et soutenu par 18 communes suisses (Apples, Attalens, Charrat, Cossonay, Epalinges, Estavayer-le-Lac, Jouxtens-Mézery, Jussy, La Chaux, l'association intercommunale «La Menthue», Le Mont-sur-Lausanne, Lutry, Martigny, Morges, Nyon, Pully, Trient, Villaz-St-Pierre), la coopération suisse (DDC), la Région Ile-de-France (RIF), permettra, à terme, à plus de 40'000 personnes d'avoir accès à l'eau, au delà des autres activités de sensibilisation, de formation et de construction de latrines.


Photo: P. Carron

cains, le divorce est commun et ne pose pas de problème particulier en Mauritanie. On dit que près de 32% des mariages se terminent avec un divorce. Et plus une femme divorce, plus elle va être courtisée par la suite ! En fait, le divorce est une fête pour la femme mauritanienne, le début d'une nouvelle vie. C'est d'ailleurs elle qui garde ses enfants ainsi que sa maison. Par la suite, la femme a le droit de se remarier autant de fois qu'elle le désire.

Pour autant, les volontés politiques d'amélioration se heurtent toujours au poids des traditions, au manque de ressources humaines et financières, à la centralisation des institutions et au relatif dynamisme des organes de protection des femmes. De nombreux efforts restent donc encore à faire afin que les textes de loi soient appliqués et que l'amélioration soit durable.

Les femmes et l'accès à l'or bleu
De façon générale, dans le monde, les femmes sont les premières touchées par la difficulté d'accéder à l'eau. Ceci est d'autant plus vrai dans les pays en situation de pénurie. Dans la plupart des cas, c'est la femme qui est chargée d'amener l'eau dans le foyer. Et s'il y a pénurie d'eau, c'est donc la femme, voire la fillette, qui sont les premières à en percevoir les effets.

Cette situation a des répercutions importantes sur le développement de la femme : sur son éducation, sa santé (de nombreux problèmes physiques dus au transport de l'eau dans de mauvaises conditions), et sur sa production économique (ce qu'elle pourrait faire si elle n'était pas chargée de cette tâche).

Nouakchott: pas de manque d'eau mais manque d'infrastructures
Depuis 2011, il n'y a plus eu de pénurie effective d'eau à Nouakchott : en effet, la construction d'une canalisation menant du fleuve Sénégal à Nouakchott (plus de 200 km) permet à la ville de ne plus craindre un manque d'eau concret. Pourtant, la construction de cette canalisation n'a pas été accompagnée d'amélioration des infrastructures de distribution d'eau. Le réseau d'eau actuel n'a pas réussi à absorber toute cette nouvelle eau : trop vieux, trop petit, trop fragile. Pour cette raison, l'eau est présente dans la ville mais ne peut pas être conduite jusqu'aux ménages, à cause d'un manque d'infrastructures. Une amélioration du réseau d'eau est en cours, mais sa réalisation est très lente et ne permet pas encore à la population d'avoir un accès rapide et efficace à l'eau. Certains quartiers, qui étaient auparavant reliés au réseau d'eau, ne le sont plus depuis trois ans, le réseau étant tellement vieux qu'il a explosé par endroits, engendrant de telles inondations que les robinets ont été fermés en attendant la rénovation, rénovation qui se fait encore attendre.

Les femmes et l'eau à Nouakchott
Nouakchott est la capitale d'un immense pays qui n'a rien d'un petit village éloigné de tout, où, on imagine les femmes effectuant des dizaines de kilomètres par jour pour aller chercher de l'eau. Pourtant, les services publics sont tellement rares, voire inexistants dès que l'on s'éloigne du centre ville, qu'il est néanmoins possible d'affirmer que la situation d'accès aux services dans les quartiers périphériques de Nouakchott ressemble à la situation d'accès aux services dans des villages éloignés de tout.

Il existe un réseau d'eau officiel à Nouakchott, mais une majorité des gens s'alimentent en eau grâce à un réseau «alternatif» de bornes fontaines (points d'eau fixes) et de charretiers (hommes avec des charrettes tirées par des ânes qui distribuent l'eau). Ce système de charretiers qui livrent l'eau répond à une particularité des habitants de Nouakchott qui souhaitent avoir l'eau à la maison.

A Nouakchott, ce sont également les femmes vulnérables et qui manquent de ressources qui doivent s'occuper des corvées d'eau. Dans tous les quartiers qui ne sont pas raccordés au réseau, -une majorité de la ville donc -, ce sont les femmes qui se déplacent pour acheter l'eau. Dans ces quartiers, l'eau arrive par charrette ou à travers des points d'eau. Les charretiers, qui s'alimentent aux bornes fontaines, ravitaillent les quartiers les plus éloignés des points d'eau. Ces charretiers sont toujours des hommes, la plupart du temps très jeunes. Ils gagent leur vie en faisant ce travail. Les femmes qui vont également chercher l'eau aux bornes fontaines, comme ce sont elles aussi qui vont acheter l'eau aux charretiers. Elles ne sont pas payées pour faire cela, bien sûr et cette activité quotidienne empiète sur le temps qu'elles pourraient utiliser pour s'éduquer ou s'adonner à une autre activité (travailler, s'occuper des enfants, etc.).

Au sein du Projet communautaire d'accès à l'eau (PCAE), nous travaillons afin que notre action à Nouakchott participe, à notre échelle, à l'amélioration de la vie des femmes dans les quartiers touchés par le projet. Dans ce but, nous sommes établis dans deux quartiers périphériques de la ville de Nouakchott, à Riyad et El Mina. Ces quartiers sont spécifiquement touchés par les problèmes majeurs de Nouakchott à savoir une urbanisation massive, un manque de ressources, un manque de services et un manque d'infrastructures.

Pauline Carron

Le Canal interocéanique

Oskar Hnatek effectue son service civil au siège Occidente à León de la Fundación de los Amigos del Rio San Juan (FUNDAR), du 1er juin 2014 au 27 février 2015. FUNDAR est une organisation de protection de l'environnement nicaraguayenne. Oskar a notamment participé aux activités d'éducation environnementale et d'entretien de zones et faunes protégées. Il a également suivi les projets de développement d'initiatives économiques des petits paysans soutenue par FUNDAR. Il présente ci-dessous le projet du canal interocéanique du Nicaragua auquel FUNDAR est mêlée de très loin. Par ailleurs, la fondation cherche à stimuler les initiatives économiques et le développement.

Si le titre de l'édition quotidienne n'est pas directement dédié aux événements liés à la construction du canal du Nicaragua, il est fort probable qu'une information y faisant allusion apparaisse néanmoins sur la première page de l'un des deux principaux journaux du pays La Prensa et El Nuevo Diario. Le gouvernement de Daniel Ortega, el Comandante, président aux multiples mandats à la tête du parti politique du Front Sandiniste de Libération National (FSLN), a octroyé à l'entreprise HKND Group présidée par Wang Jing, le droit de concession de construction du deuxième canal interocéanique sur sol central-américain. La réalisation du projet permettrait finalement d'exaucer le rêve de César Augusto Sandino, la figure fondatrice du FSLN.

Le canal du Nicaragua relierait Brito à Punta Gorda en passant par le lac Cocibolca et au Sud de El Tule.
Le canal du Panama relie la périphérie de la capitale du même nom à la Baie de Limon.
Image: centralamericadata.com

La perspective de raccorder les océans Pacifique et Atlantique via la mer des Caraïbes par la construction d'un canal traversant le Nicaragua n'est effectivement pas une nouveauté. L'idée d'entailler l'isthme américain d'Est en Ouest est vieille de plusieurs siècles. Lors des prospections ce n'est finalement pas le Nicaragua qui fut choisi pour héberger la première infrastructure de ce type dans la région, mais un pays voisin plus étroit, le Panama. Un canal y est ouvert depuis 1914 par lequel transite actuellement 5% du commerce maritime mondial.

Quelques chiffres vertigineux

Au Nicaragua, l'ouvrage impliquerait une excavation du sol sur plus de 270 kilomètres de long, plus de 200 mètres de large et 30 mètres de profondeur. En comparaison, la longueur de ce canal serait trois fois supérieure à celle du voisin panaméen (77 kilomètres). Le nouveau canal serait principalement calibré pour pouvoir accueillir les navires Post-Panamax, des porte-conteneurs de plus de 400 mètres de long et plus de 40 mètres de large, pesant plus de 250'000 tonnes. Le projet de construction de canal doit s'accompagner d'infrastructures annexes dont des routes, 2 voies ferrées, un oléoduc, 2 ports en eaux profondes, un aéroport international et au moins un complexe touristique. Dans son ensemble, le projet devrait occuper 50'000 ouvriers, durer 5 ans et les coûts s'élever à 50 milliards de dollars. Parallèlement, le canal permettrait la création de 200'000 emplois indirects. Bien que les travaux aient débutés, le conditionnel reste de mise car toutes les données se rattachant au canal du Nicaragua sont des estimations et la finalisation du projet est incertaine, voire peu probable selon plusieurs observateurs. Néanmoins, les motifs justifiant la création d'une telle infrastructure existent.

Avec l'augmentation du commerce mondial par voie maritime, le secteur naval produit des navires outrepassant la capacité de certaines infrastructures, dont notamment, le canal de Panama. La création d'un second canal de plus grande taille permettrait ainsi de faire transiter les monstres flottants par l'isthme américain, raccourcissant le trajet entre les pôles économiques atlantiques et pacifiques; et détendrait, par la même occasion, la saturation du flux des navires passant par le canal de Panama.

Un canal moteur de développement

Le gouvernement de Daniel Ortega soutient ce projet d'ampleur mondiale sur son territoire pour différentes raisons: l'attention politique et financière qu'il lui procure et la revanche sur l'influence historique de l'impérialisme étatsunien que représente une alliance avec le concurrent chinois. En «bon démagogue», el Commandante affirme, vraisemblablement afin de justifier le projet aux yeux de la population et la galvaniser dans son sillage, que la réalisation de l'infrastructure mettra fin à la pauvreté par la création de milliers d'emplois et hissera le pays du rang de second plus pauvre à celui du plus riche de la région. Au regard du Panama qui tire 1 milliard de dollars par an de son canal, il est évident que le gouvernement du Nicaragua aimerait lui aussi bénéficier d'une telle manne pour son développement.

Le groupe HKND bénéficie d'une concession, qui aurait été approuvée par le parlement du Nicaragua et le Comité du canal, de 50 ans pour la réalisation du canal et 50 ans supplémentaires pour sa gestion. Ce faisant, l'entreprise détiendrait sous son aire d'influence un point stratégique permettant d'influer sur les flux des transactions commerciales par un canal bénéficiant d'avantages comparatifs par rapport à celui du Panama. Le canal du Nicaragua permettrait une réduction de la distance entre New York et Los Angeles; il réduirait le prix de transport de l'approvisionnement en pétrole vénézuélien et autres matières premières d'Amérique du Sud de la côte atlantique vers la Chine sans devoir transiter par le Panama qui est sous influence économique directe des Etats-Unis. La Chine disposerait d'une certaine indépendance quant à ses frais de transport maritime et d'un atout géostratégique non

négligeable dans le paysage d'Amérique Centrale, région où son intégration économique est jusqu'à présent relativement faible. Pour autant, afin de répondre à un dessein macro-géographique, il faut bien pouvoir l'intégrer dans les réalités locales du champ dans lequel il s'applique.

Un projet controversé

Les observations méthodologiques et environnementales s'ajoutent à des contestations populaires faisant du canal nicaraguayen un projet controversé. Une des principales critiques concerne le manque de transparence et de communication entourant le projet. Les études de faisabilité technique et financière ne sont toujours pas publiées et les impacts de l'infrastructure sont méconnus. HKND a sous-traité la réalisation d'études d'impact à l'entreprise Environmental Resource Management (ERM). A son tour, ERM a sollicité différentes organisations pour la collecte de données, dont FUNDAR pour le processus de comptabilisation des espèces animales et végétales présentes sur une partie du tronçon du canal. Selon la direction de FUNDAR, les méthodes suivies par ERM auraient également été relativement opaques. La fondation n'a pas eu accès à la méthodologie d'ERM, n'a pas reçu de compte rendu final exposant les résultats et a dû signer une clause de confidentialité concernant les données glanées sur le terrain. Or, les résultats environnementaux seraient importants car le canal traverserait la zone forestière de l'Est du pays avant d'atteindre le lac Cocibolca (ou Nicaragua), une source d'eau douce majeure du pays. L'excavation aurait des répercussions sur la qualité de l'eau du lac en augmentant la turbidité et la teneur bactériologique, influant ainsi sur l'écosystème du lac et rendant l'eau impropre à la consommation et à l'irrigation. De plus, la connaissance structurelle du lac ne serait actuellement pas suffisante, selon des observateurs nationaux : il manquerait des études sur la bathymétrie du lac, la dynamique des courants et les failles géologiques le traversant. Par ailleurs, le canal scinderait des territoires indigènes, des réserves naturelles et des zones densément peuplées. Les journaux font état de manifestations, souvent violentes, opposant les dizaines de milliers de manifestants et habitants devant être expropriés aux forces de l'ordre et partisans du FSLN. Ces altercations se sont soldées par l'arrestation et l'incarcération de certains leaders de l'opposition ainsi que par un nombre important de blessés.

Des alternatives à la construction du canal existent. L'élargissement du canal du Panama, pour un dixième du prix de construction du canal nicaraguayen, permettrait faire transiter les plus gros porte-conteneurs par l'isthme américain. Concernant le projet actuel, il serait possible de contourner le lac en passant par le Sud ou faire transiter les conteneurs par voie ferrée pour éviter d'endommager l'écosystème du lac et la ressource qu'il représente pour la population locale. Mais il faut bien admettre que les critiques abonderont toujours car un projet de cette envergure est incapable de faire l'unanimité.

Personnellement, je ne veux pas me positionner en faveur ou contre le canal, pour que le Nicaragua investisse dans des projets d'infrastructures pouvant lui permettre de se développer économiquement ou pour qu'il opte pour la protection de son environnement. Si la Suisse a développé ses infrastructures, pourquoi pas le Nicaragua? Il faut cependant dénoncer le processus de mise en œuvre adopté car c'est toute une frange de la société qui est mise à mal pour le compte du canal. Les propriétaires terriens des départements de Rivas et Rio San Juan sur le tracé du canal affirment ouvertement dans les médias qu'ils sont prêts à en découdre jusqu'au bout avec les force de l'ordre, qu'ils quitteront leurs terres uniquement si on les y oblige, les deux pieds en avant. Quand on connaît l'histoire révolutionnaire du Nicaragua, il est difficile de prendre ces déclarations à la légère: ils savent que s'ils sont délogés, ils ne seront probablement jamais dédommagés et qu'ils n'auront nulle part où aller. Si la décision finale revient aux Nicaraguayen/nes, pour ma part, je peux uniquement espérer que le projet ne fasse couler que de l'encre et que le rêve de Sandino ne tourne pas au cauchemar.

Oskar Hnatek



Photo: J. P. Herrera

Présentation

Francesca, Pauline, Loïse et... Oskar






Photos:
Los Angelitos
P. Carron
B. Faidutti Lueber
FUNDAR

A l'occasion du 8 mars, j'ai eu envie de donner la parole aux femmes, en l'occurence aux jeunes femmes qui effectuent ou ont récemment effectué des stages chez Eirene Suisse. C'est ainsi que j'ai sollicité Francesca, actuellement au Salvador, Pauline en Mauritanie et Loïse qui avait coordonné la tournée des Rescapés fin 2014: «Ecrivez-moi quelque chose sur les femmes, un portrait, votre projet depuis un angle femme, une réflexion sur votre vision du genre...» Francesca, Pauline et Loïse ont répondu présentes! Jeunes femmes au début de leur carrière professionnelle, elles ont bénéficié de la lutte menée par leurs grand-mères – peut-être un peu moins par leur mères -, et elles savent que c'est à elles que revient de reprendre le flambeau. Pour autant elles font partie de cette génération qui pense collaboration plutôt que confrontation, qui préfère affronter le conflit avec les hommes – si conflit il y a - plutôt que de le balayer sous le tapis. Elles n'aimeraient pas, ne comprendraient pas non plus qu'on ne parle que d'elles, en oubliant les hommes. C'est pourquoi vous trouverez également dans ce numéro un article d'Oskar, civiliste au Nicaragua. Il n'a pas écrit sur le 8 mars, mais sur un projet pharaonique nicaraguayen dont les répercussions positives et négatives se feront ressentir sur tous, femmes et et hommes. Francesca, Pauline, Loïse et Oskar... une image d'Eirene Suisse en 2015.

B. Faidutti Lueber

Départs

Matteo ingénieur civil formé à l'EPFL, part au Nicaragua effectuer son service civil au sein d'ODESAR, une ONG qui soutient le développement de communautés rurales et urbaines de la région de Matagalpa. Durant 6 mois, il va intégrer l'équipe technique de développement des infrastructures sociales de l'ONG qui compte 2 ingénieurs civils, 2 promoteurs sociaux et 2 techniciens en eau et assainissement. Cette équipe réalise des constructions communautaires telles que habitations, mini-aqueducs, magasins, jardins d'enfants, etc... avec les bénéficiaires des projets – dont de nombreuses femmes.

Edin Dès le mois de mars, Edin rejoint CANTERA, une organisation nicaraguayenne spécialisée en éducation populaire et communication. Il est prévu qu'Edin qu'accompagne et forme des groupes de paysans et de jeunes marginalisés vivant dans la ville de Managua et sa région. Il doit notamment appuyer les processus organisationnels et de gestion de ces communautés en participant au développement d'ateliers et à l'organisation de formation sur diverses thématiques (migration, genre, protection de l'environnement, etc.). Il contribue également à l'élaboration d'un diagnostic sur la migration ainsi que des études de risques dans ces communautés.

Soutenez nos partenaires en soutenant notre jeune génération
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2



Eirene Suisse **www.eirenesuisse.ch**
Rue du Valais 9 info@eirenesuisse.ch
1202 Genève Cotisation annuelle: Frs 50.-
Tél: 022 321 85 56 CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: **Abonnement: Frs 20.- 4 parutions par an**
Abonnement de soutien: Frs 50.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé **Textes**: L. Lambert, P. Carron, F. Estier, O. Hnatek, B. Faidutti Lueber
Photos: D. Steiger, F. Estier, Los Angelitos, P. Carron, Image: centralamericadata.com, J. P. Herrera, B. Faidutti Lueber
Relecture: A. Baur, A. Soliman, M. Groba
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds